



# Compte rendu du conseil des ministres du 08 février 2017

Page 8

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,  
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



## Sciences-Campus Info

*Science - Politique - Education - Société - Economie*

Quotidien n°298 du dimanche 12 février 2017 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Vos offres d'emploi à la page 13.

**DRENA du Sud-Ouest  
Managabamba Marius  
Zoungrana reçoit les  
vœux du personnel**

Page 2



**Gestion de l'Assemblée  
nationale : Déclaration du  
groupe parlementaire MPP**

Page 11



**Ecole Nationale des Sapeurs-  
Pompiers: La 14ème promotion prête à  
sauver des vies**

Page 4



**Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...  
Ce support, c'est ce qu'il vous faut...**

*Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain*



# DRENA du Sud-Ouest Managabamba Marius Zoungrana reçoit les vœux du personnel

Région du Sud-Ouest

Le personnel de la Direction Régionale de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation (DRENA) du Sud-Ouest a respecté la tradition en présentant ses vœux de nouvel an à leur premier responsable. La cérémonie s'est déroulée dans la matinée du 03 février 2017 au sein de ladite structure en présence des Directeurs Provinciaux du Noubiel, de la Bougouriba, du Ioba et du Poni, des chefs de service internes et de certains membres de la direction.



Personnel de la DRENA du Sud-Ouest.

Comme chaque année, les agents de la DRENA du Sud-Ouest sacrifient à la tradition. Cette année encore, ils ont présenté leurs vœux de nouvel an 2017 à monsieur Managabamba Marius Zoungrana, DRENA du Sud-Ouest. Pour la cause, plusieurs allocutions ont ponctué la dite cérémonie à savoir celle du représentant du personnel Youl Sansan, du DRENA Managabamba Marius Zoungrana

et de Lassina Sogodogo chef de service du secrétariat admis à la retraite le 10 janvier 2017.

Prenant la parole Sansan Youl Inspecteur de l'Enseignement du Premier Degré (IEPD), chef de service des Examens et Concours a, dans son mot, saluer au nom du personnel la grandeur du DRENA dans son rôle de manager. Il a au nom du personnel présenté les vœux de nouvel an. En d'autres

termes, il dira que l'année 2017 soit meilleure à celle de 2016. Il a ensuite transmis à monsieur le DRENA les doléances du personnel qui se résument à la dotation de carburant, de rames de papiers, d'ordinateurs, de moyens de déplacement et bien d'autres pour le bon fonctionnement des services. Il aussi demandé au DRENA de plaider auprès des autorités du MENA afin d'acquérir de nouveaux moyens de

La suite à la page 3.



## ÉDUCATION

La suite de la page 2.

déplacement (motos et véhicules) pour les Directeurs Provinciaux de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation(DPENNA) et Chefs de Circonscription d'Éducation de Base(CCEB) du fait de la vétusté de certains engins.

Son discours s'est également adressé à monsieur Sogodogo Lassina, collègue promu à la retraite. Il a au nom du personnel traduit la reconnaissance et le mérite de cet agent, travailleur, consciencieux, assidu et ponctuel au service. Il lui a ensuite prodigué des conseils pour réussir l'étape de sa retraite. En signe de solidarité, les agents lui ont offert un complet Faso danfani.

Après le mot du représentant du personnel, le DRENA tout ému a pris la parole. En retour, il a présenté ses vœux de nouvel an à l'ensemble du personnel. Il a remercié les agents pour leur sincérité, leur dévouement et abnégation au travail dont ils ont fait montre et surtout de leur accompagnement pendant les moments durs, dans la réussite de sa noble mission. Il a aussi traduit ses félicitations et encouragements au collègue Sogodogo Lassina admis à la retraite. Comme il fallait s'y attendre, le promu à la retraite Sogodogo Lassina a pris la parole et a exprimé toute sa joie pour la considération porté à son égard. Il a remercié les uns et les autres qui l'ont permis de valoir ses droits à la retraite. Un pot de rafraîchissement suivi de réjouissance est venu mettre fin à la cérémonie de présentation de vœux en fin de soirée à la satisfaction de tous.

**Ouattara Kissogo  
Abdoul Karim/  
Correspondant SCI**



Lassina Sogodogo promu à la retraite s'est dit satisfait de la considération portée à son égard.



DRENA, Managabamba Marius Zoungrana prononçant à son tour son discours.



# Ecole Nationale des Sapeurs-Pompiers: La 14<sup>ème</sup> promotion prête à sauver des vies

Région des Hauts Bassins

La 14<sup>ème</sup> promotion de l'école nationale des sapeurs pompiers (ENASAP) est officiellement sortie le vendredi 03 février 2017. Les 97 soldats du feu se disent prêts à servir leur nation.



La cérémonie a été ponctuée par un défilé de troupes militaires et paramilitaires.

**H**onneur, courage et dévouement sont les mots d'ordre de cette promotion nouvellement sortie de l'ENASAP. C'est sous le nom de baptême Colonel Tiendrebeogo Sibnoaga Marcelin qu'ils entendent œuvrer pour la sauvegarde de la vie de leurs concitoyens. Entrés à l'ENASAP le 1<sup>er</sup> Aout 2016, ils ressortent 6 mois plus tard avec tous les rudiments nécessaires pour braver la vie professionnelle. Au nombre de 97 soldats de deuxième classe dont 10 filles au départ, ils terminent leur formation avec l'effectif initial

et sont désormais outillés pour renforcer les effectifs dans les différentes casernes du pays.

En effet, ces soldats iront servir dans plusieurs localités. « On vient de créer la compagnie de Kaya et il y a en perspectives la compagnie de Koupéla. Ils vont renforcer les effectifs dans ces régions », explique le Lieutenant Colonel Ernest Yelemou, commandant de la Brigade Nationale des Sapeurs Pompiers (BNSP). Egalement présent à la cérémonie de sortie de promotion, le Secrétaire d'Etat à la décentralisation Alfred Gouba a

félicité les lauréats pour les efforts consentis lors de leur formation et leur engagement à servir leur pays. Il dit reconnaître le travail fourni au niveau de l'ENASAP et a assuré que le gouvernement ne ménagera aucun effort pour que les conditions de travail et d'apprentissage s'y améliorent.

## **Pas de distinction entre les élèves**

Pour cette promotion, le major Tyaho Flavien s'en est sorti avec une moyenne de 15,99/20. Il reconnaît par ailleurs que la formation n'a pas été facile. Cependant, il dit

La suite à la page 5



## ACTU RÉGION

La suite de la page 4

se réjouir que tous les élèves aient pu réussir. La promotion forte de 97 élèves, compte 10 filles. Le major des filles Compaoré Rokiatou dit avoir beaucoup appris lors de sa formation. « La formation demande beaucoup de volonté, du sérieux et surtout de la discipline. Mais on en est sorti victorieux », dit-elle. Sur la question de distinction, elle répond : « Il n'y a pas eu de distinction pendant les manœuvres. On a tous subi la même formation ». Comme quoi tous sont traités à la même enseigne. Les lauréats disent prêts à entrer dans la vie professionnelle et sauver au péril de leur vie.

**A.B. Nicole OUEDRAOGO  
pour SCI**



Le major de la promotion reçoit son épaulette des mains du Secrétaire d'Etat à la Décentralisation.

Annnonce **CAMES**



### Assemblée Générale de la CRUFAOCI

Le Président de la Conférence des Recteurs des universités Francophones d'Afrique et de l'Océan Indien (CRUFAOCI), le Pr Matar Mour SECK a le plaisir d'informer les membres de la Conférence que la prochaine Assemblée générale se tiendra du 17 au 19 avril 2017, à l'Université de Thiès, au Sénégal.



## ANNONCE



### Appel à candidatures pour le recrutement d'étudiants de la 2<sup>ème</sup> promotion de Master en Science politique.

Le Président de l'Université Ouaga II porte à la connaissance du public, l'ouverture de tests pour le recrutement des étudiants de la 2<sup>ème</sup> promotion du Master en Science politique à l'UFR/SJP de l'Université Ouaga II, pour la rentrée universitaire 2016-2017.

Sous la responsabilité du Pr Augustin LOADA, Le Master en Science politique est une formation de quatre (04) semestres. Elle se compose d'enseignements à distance et d'enseignements en présentiel. Les enseignements à distance ont lieu dans le cadre des deux premiers semestres (Master I) et sont assurés par des enseignants de Sciences Po Bordeaux pour la préparation du Certificat d'études politiques africaines en ligne (CEAL). Le reste des enseignements est assuré par des universitaires de l'espace CAMES.

Le Master en science politique permet d'acquérir des connaissances théoriques et pratiques solides destinées à faciliter l'intégration des milieux professionnels et ceux de la recherche scientifique à partir des éléments suivants :

- l'analyse des réalités et des pratiques de l'action publique, la compréhension des mouvements sociaux, des organisations (syndicat, partis politiques, association, etc.), des élections et du comportement électoral, de l'opinion publique... ;
- le fonctionnement des pouvoirs publics, les niveaux d'organisation et de décisions publiques (Etat, collectivités territoriales,...) ;
- l'analyse des dynamiques politiques nationales et internationales ;
- la recherche, la collecte, la synthèse et l'analyse d'informations sur les questions sociales et politiques ;
- l'analyse, la conception, le suivi et l'évaluation des projets/programmes de développement ;
- Etc.

#### Accès à la formation

Le Master en science politique est ouvert aux candidats (étudiants, travailleurs) ayant le niveau de la licence ou équivalent en droit, science politique ou dans les autres sciences humaines (sociologie, économie, histoire, géographie, communication, philosophie, etc.).

#### Mode de recrutement

- Présélection sur dossier (moyenne 11/20) pour les trois années (DEUG I et II, Licence ou L1, L2 et L3) ;
- Sélection finale par test comprenant une dissertation portant sur un sujet de culture générale suivi d'un entretien oral.

**Le nombre de places disponibles est de vingt (20).**

#### Conditions de candidature

Les dossiers de candidatures sont reçus au secrétariat de l'UFR/SJP (auprès de Mme Tougma) de l'Université Ouaga II. **La date limite de dépôt des dossiers est fixée au 24 février 2017** délai de rigueur.

Le dossier de candidature comprend :

- Une demande de candidature timbrée à 200 FCFA adressée au Président de l'Université Ouaga II ;
- Une photocopie légalisée du diplôme de Licence ;
- Une photocopie légalisée des relevés de notes du DEUG I et II et de la licence ou de la L1, 2 et 3 ;
- Un curriculum vitae certifié sincère ;
- Une lettre de motivation exprimant clairement les objectifs poursuivis par le candidat ;
- Une copie légalisée de la Carte nationale d'identité ou du passeport ou du certificat de nationalité.
- Le reçu des frais de dossiers (15 000 FCFA) délivré par l'agent comptable de l'Université Ouaga II.

#### Procédure de sélection par le jury

- 24 février 2017 : Date limite de réception des candidatures
- 3 mars 2017 : Résultats de la présélection ;
- 6 au 18 Mars 2017 : Tests de sélection définitive ;
- 24 mars 2017 : Résultats des tests de sélection ;
- 27 mars au 14 avril 2017 : Formalités d'inscription

Début des cours 17 avril 2017

#### Coût de la formation

##### \*Frais d'inscription

- 15 000 FCFA pour les ressortissants de l'UEMOA, étudiants ;
- 50.000 F CFA pour les ressortissants de l'UEMOA, travailleurs ;
- 250.000 F CFA pour les étudiants hors zone UEMOA.

##### \*Frais de formation

- 450.000 FCFA pour le Master I recherche dont 150 000 représentant le coût du CEAL ;
- 300 000 FCFA pour le Master II recherche ;

**NB ! Les 150 000 FCFA représentant le coût du CEAL sont à verser au plus tard en fin mai 2017**

Pour de plus amples informations, prendre contact avec Dr Kassem Salam SOURWEMA, Courriel : [ksourwema@univ-ouaga2.bf](mailto:ksourwema@univ-ouaga2.bf)

Le Président,

Pr Stanislas OUARO

Chevalier de l'Ordre des Palmes académiques



**ANNONCE**

# Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

**Science - Education - Politique - Société - Economie**

**Semestriel;**

**Presse en ligne;**

**Quotidien numérique gratuit**

**sur [www.sciences-campus.info](http://www.sciences-campus.info)**

**✓ Couverture médiatique**

**✓ Publicité**

**✓ Communication**

- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**



**Un espace emploi**



**sur [www.jobs-campus.com](http://www.jobs-campus.com)**

*L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde*

Adresses: [www.sciences-campus.info/](http://www.sciences-campus.info/) [redaction@sc-mail.info](mailto:redaction@sc-mail.info)  
226 76609721/ 72080505/ 72072121  
05BP5805 Ouaga02  
Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO



## ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

# Compte rendu du conseil des ministres du 08 février 2017

Région du Centre

Le Conseil des ministres s'est tenu à Ouagadougou, le mercredi 08 février 2017, en séance ordinaire, de 09 H 30 mn à 14 H 00 mn, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, Président du Conseil des ministres.



**I**l a délibéré sur les dossiers inscrits à son ordre du jour, entendu des communications orales, procédé à des nominations, et autorisé des missions à l'étranger.

## I. DELIBERATIONS

### I.1. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

Le Conseil a adopté un rapport portant adoption du projet de Stratégie nationale de migration et de son plan d'actions.

La Stratégie nationale de migration et son plan d'actions visent à promouvoir une gestion cohérente, efficace, intégrée et concertée des migrations dans la perspective de la réalisation du développement humain durable.

L'adoption de ce rapport permet d'assurer la protection et la garantie effectives des droits des

migrants pour une contribution optimale au développement, à la consolidation de la paix et de la cohésion sociale, à la promotion de l'intégration régionale et sous-régionale et de la coopération internationale à l'horizon 2025.

### I.2. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

Le Conseil a adopté deux (02) décrets.

**Le premier** porte approbation des statuts du Centre national des œuvres universitaires (CENOU).

L'adoption de ce décret permet de conformer les statuts du CENOU aux dispositions du décret N°2014-613/PRES/PM/MEF du 24 juillet 2014 portant statut général des Etablissements publics de l'Etat à caractère administratif (EPA).

**Le second décret** porte approbation des statuts de l'Université de Koudougou.

L'adoption de ce décret vise à conformer les statuts de l'Université de Koudougou aux dispositions du décret N°2014-612/PRES/PM/MEF du 24 juillet 2014 portant statut général des Etablissements publics de l'Etat à caractère scientifique, culturel et technique (EPSCT).

### I.3. AU TITRE DU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ALPHABETISATION

Le Conseil a adopté un rapport relatif à l'impact de la situation sécuritaire sur le fonctionnement des structures éducatives dans la province du Soum.

Au regard de la situation, le Conseil a pris un certain nombre de mesures visant à sécuriser les acteurs de l'éducation en vue de la poursuite de l'enseignement dans ladite localité.

Le Conseil félicite et encourage les agents de l'Etat en service dans cette région, les forces de défense et de sécurité, les autorités coutumières et religieuses, toute la population du Soum pour leur engagement déterminé dans la préservation et la défense des valeurs républicaines.

### I.4. AU TITRE DU MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

Le Conseil a adopté un décret portant création, attribution et organisation du Service d'information du gouvernement (SIG).

L'adoption de ce décret vise à doter le SIG d'un nouveau cadre réglementaire lui permettant de remplir efficacement ses missions.

## II. COMMUNICATIONS ORALES

**II.1.** Le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des burkinabè de l'extérieur a fait au Conseil une communication

La suite à la page 9.





## ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8.

relative à la participation de son Excellence Monsieur Roch Marc Christian **KABORE**, au Sommet extraordinaire du G5 sahel tenu à Bamako au Mali, le 6 février 2017.

Le Président du Faso et ses pairs ont réaffirmé la nécessité de mutualiser leurs moyens pour lutter contre le terrorisme et tous les trafics illicites au sahel.

Ils ont par ailleurs soutenu la création de la force multinationale du Liptako-Gourma.

**II.2.** Le ministre des Sports et des loisirs a fait au Conseil une communication relative à la brillante participation des Etalons à la 31<sup>ème</sup> édition de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN)-Gabon 2017.

Le Conseil réitère ses félicitations aux joueurs et à l'encadrement technique pour leur patriotisme, leur combativité et leur détermination.

Il félicite également l'ensemble des acteurs, la diaspora burkinabè au Gabon et en Côte d'Ivoire pour leur forte mobilisation et l'ensemble du peuple burkinabè pour l'accueil réservé à notre équipe nationale.

### III. NOMINATIONS

#### III. NOMINATIONS DANS LES FONCTIONS INDIVIDUELLES

##### AU TITRE DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

- Monsieur Casimir **SAWADOGO**, **Mle 49 367 P**, Inspecteur divisionnaire des douanes, 1<sup>ère</sup> classe, 11<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur général de l'Ecole nationale des douanes ;

- Monsieur Boubacar **SEREME**, **Mle 33 332 E**, Inspecteur des

impôts, 1<sup>ère</sup> classe, 16<sup>ème</sup> échelon, est nommé Inspecteur technique principal ;

- Monsieur François Rigobert **TAHITA**, **Mle 33 330 R**, 1<sup>ère</sup> classe, 15<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur des affaires domaniales et foncières à la Direction générale des impôts ;

- Monsieur Souaré **GORO**, **Mle 34 829 W**, Inspecteur des impôts, 1<sup>ère</sup> classe, 14<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur des services fiscaux ;

- Monsieur Paul **YAMEOGO**, **Mle 39 656 T**, Inspecteur du cadastre, 1<sup>ère</sup> classe, 8<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur du cadastre ;

- Monsieur Mamadou **NOMBRE**, **Mle 44 065 K**, Inspecteur des impôts, 1<sup>ère</sup> classe, 12<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur des moyennes entreprises du Centre N°1 ;

- Monsieur Emmanuel **RAPADEMNABA**, **Mle 029 726 E**, Inspecteur des impôts, 1<sup>ère</sup> classe, 10<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur du Centre des impôts de Ouaga II ;

- Monsieur Daniel **SOUSSANGO**, **Mle 39 691 H**, Inspecteur du cadastre, 1<sup>ère</sup> classe, 14<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur du Centre des impôts Ouaga III ;

- Monsieur Koudtibo **KIENDREBEGO**, **Mle 19 753 P**, Inspecteur du cadastre, 1<sup>ère</sup> classe, 11<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur du Centre des impôts Ouaga V ;

- Monsieur Olivier **BANAO**, **Mle 59 655 K**, Inspecteur du cadastre, 1<sup>ère</sup> classe, 7<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur du centre des impôts Bobo III ;

- Monsieur Benoît **ZONGO**, **Mle 47 702 S**, Inspecteur des impôts, 1<sup>ère</sup> classe, 11<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur régional des impôts de la Boucle du Mouhoun ;

- Monsieur Yaya **HEMA**, **Mle 50 059 S**, Inspecteur des impôts, 1<sup>ère</sup> classe, 9<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur régional des impôts du Centre-Sud ;

- Monsieur Pascal Ildevert **OUEDRAOGO**, **Mle 39 689 N**, Inspecteur des impôts, 1<sup>ère</sup> classe, 13<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur régional des impôts de l'Est ;

- Monsieur Jean-Marie **OUEDRAOGO**, **Mle 15 152 D**, Inspecteur des impôts, 1<sup>ère</sup> classe, 12<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur régional des impôts du Nord ;

- Monsieur Hugues **ROUAMBA**, **Mle 44 073 Y**, Inspecteur des impôts, 1<sup>ère</sup> classe, 12<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur régional des impôts du Sahel ;

- Monsieur Diao Yacouba **OUATTARA**, **Mle 104 308 D**, Inspecteur des impôts, 1<sup>ère</sup> classe, 4<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial des impôts des Balé ;

- Monsieur Mamadou **TRAORE**, **Mle 37 253 B**, Inspecteur du cadastre, 1<sup>ère</sup> classe, 5<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial des impôts des Banwa ;

- Monsieur Robert **SOULAMA**, **Mle 54 664 T**, Inspecteur des impôts, 1<sup>ère</sup> classe, 9<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial des impôts du Boulkiemdé ;

- Monsieur Moussa **DIARRA**, **Mle 29 748 N**, Inspecteur des impôts, 1<sup>ère</sup> classe, 9<sup>ème</sup> échelon, est

La suite à la page 10



## ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9.

nommé Directeur provincial des impôts du Kéné Dougou ;

- Monsieur Idrissa Wendata Rolland **BELEMLILGA, Mle 216 188 B**, Inspecteur des impôts, 1<sup>ère</sup> classe, 4<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial des impôts de la Komandjari ;

- Madame Angèle **SAWADOGO, Mle 119 355 U**, Inspecteur des impôts, 1<sup>ère</sup> classe, 4<sup>ème</sup> échelon, est nommée Directrice provinciale des impôts du Kouritenga ;

- Monsieur Souleymane **OUEDRAOGO, Mle 31 992 P**, Inspecteur des impôts, 1<sup>ère</sup> classe, 8<sup>ème</sup> échelon, est nommé

Directeur provincial des impôts du Kourwéogo ;

- Monsieur Inoussi Atikou **MAIGA, Mle 29 759 A**, Inspecteur du cadastre, 1<sup>ère</sup> classe, 7<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial des impôts de l'Oudalan ;

- Monsieur Bila Adama **SAWADOGO, Mle 29 728 S**, Inspecteur des impôts, 1<sup>ère</sup> classe, 9<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial des impôts du Passoré ;

- Monsieur Zidabou Zéphirin Marie Constantin **ZOURE, Mle 97 637 F**, Inspecteur des impôts, 1<sup>ère</sup> classe, 3<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial des impôts du

Séno ;

- Monsieur Albert **DJIGUEMDE, Mle 207 996 J**, Inspecteur des impôts, 1<sup>ère</sup> classe, 4<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial des impôts du Sourou.

**Le Ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement,**

**Porte-parole du gouvernement,**

**Rémis Fulgance DANDJINOU**

**Officier de l'ordre national**



### Assemblée de lancement du REESIRAC, 27-28 février 2017

Les 27 et 28 février 2017 se tiendra à Douala, au Cameroun, l'Assemblée générale de lancement du Réseau des Établissements d'Enseignement Supérieur et Instituts de Recherche d'Afrique Centrale (REESIRAC).

Cette rencontre donnera l'occasion aux participants d'échanger et d'adopter des résolutions sur deux thèmes majeurs : i) le système LMD en Afrique Centrale et ii) l'assurance qualité en Afrique Centrale". L'ébauche du plan d'action du Bureau Exécutif sera également présentée.

Le Secrétaire général du CAMES, Pr Bertrand MBATCHI prendra part aux travaux, pour apporter son expertise et celle de son Institution.

Annnonce **CAMES**

La suite à la page 11.



# Gestion de l'Assemblée nationale : Déclaration du groupe parlementaire MPP

Région du Centre

**Lors de sa conférence de presse le jeudi 2 février 2017, le groupe parlementaire UPC s'est prononcé sur la gestion de l'Assemblée nationale par des allégations mensongères et calomnieuses contre la majorité parlementaire et le président de l'Assemblée nationale.**

**L**e Groupe parlementaire MPP, non surpris par cette duplicité déjà servie en d'autres circonstances, se sent interpellé et tient à rétablir la vérité et la réalité des faits. Il faut d'ailleurs le rappeler, le Règlement de l'Assemblée nationale voté à l'unanimité, et qui a force de loi, a été scrupuleusement respecté dans la mise en place des organes du parlement ainsi que dans la gestion de ces organes.

De la mise en place du bureau et des organes de l'Assemblée

Il est fondamental d'affirmer que la mise en place du Bureau et des Organes de l'Assemblée nationale comprenant les questeurs a été faite par un vote en plénière. Le président débarqué du groupe parlementaire UPC, Monsieur Ido Alitou sait très bien que les questeurs ne sont pas nommés par le Président, ils sont plutôt élus par les députés en plénière. C'est ainsi que le 12 janvier 2016, conformément au Règlement de l'Assemblée nationale, il a été procédé à l'élection des questeurs. Du reste, le groupe parlementaire UPC n'a pas présenté de candidats au poste de questeurs.

Monsieur Ido Alitou était bel et bien là à la plénière du 12 janvier 2016, mieux une bonne partie de son groupe a voté pour les questeurs ; en témoigne les chiffres. Le procès-verbal de la séance plénière, affiché et publié sur le site web de l'Assemblée nationale rappelle qu'à l'issue du vote, sur les 125 votants du jour, le 1er questeur, du groupe MPP a recueilli : 121 voix



Dr Salifou Diallo, Président de l'Assemblée Nationale.

« pour » 02 voix « contre » 01 abstention ; pour le 2e questeur, du groupe Burkindlim a obtenu : 117 voix « pour » 05 voix « contre » 02 abstentions.

Ne soyons pas amnésique ! Monsieur Ido Alitou, en votre qualité de président du groupe UPC, vous aviez affirmé à cette même plénière : « Bien ! Merci, je précise qu'effectivement nous avons eu une rencontre dans le bureau du Président de l'Assemblée, qui est en réalité une concertation autour des postes du bureau de l'Assemblée, (...) et j'invite les honorables députés de l'UPC à voter conséquemment. ». Votre opinion a même été partagée par la présidente du groupe parlementaire CDP d'alors, et cela en ces termes lors de la même

plénière : « Monsieur le Président, en ma qualité de Présidente du groupe CDP, je confirme que nous avons eu, dans le bureau de monsieur le Président et en présence des autres présidents de groupes, une réunion et nous nous sommes accordés sur un bureau issu d'un consensus qui vous sera présenté tout à l'heure. Donc, je me félicite énormément que l'esprit de consensus ait prévalu pour une question qui aurait pu être délicate ».

Comme l'indique la résolution N°001-2016 portant Règlement de l'Assemblée nationale, après une année d'exercice, le renouvellement du Bureau de l'Assemblée nationale a été encore adopté par la plénière, le 20 décembre 2016, à l'unanimité des votants y compris ceux de

La suite à la page 12.



## POLITIQUE

La suite de la page 11.

l'opposition. Que comprendre ? Un homme qui renie son vote après 2 mois seulement.

Il faut souligner que le Président de l'Assemblée nationale a toujours milité pour une culture du consensus dans la gestion de l'Assemblée nationale. Dans ce sens, on peut d'ailleurs se rappeler de l'intervention émouvante d'un de vos collègues de l'UPC et qui disait ceci lors de la dernière session le 20 janvier 2017 : « Nous sommes en fin de session et j'ai quelque chose qui me tient à cœur (...) J'ai eu la chance de faire la quatrième législature et j'ai vu que la septième législature sous votre égide est très relevée. Et les contributions, le débat parlementaire qu'il soit de l'opposition, (la zone de turbulence) -peut être là-bas c'est la zone hybride- vous commentez, vous félicitez, en tout cas, vous argumentez. Et cela, je dois le dire (...) C'est très bien. . Ainsi, avait-il reconnu et salué humblement et honnêtement la qualité du travail, la bonne conduite des débats à l'hémicycle et le management imprimé par le Chef du parlement.

De la transparence dans la gestion de l'Assemblée nationale

Concernant le budget de l'AN, il y a lieu de noter que celui-ci est préparé avec la COMFIB qui le présente en plénière pour adoption. En conséquence les budgets de l'Assemblée nationale 2016 et 2017 ont été soumis à cette procédure. Le budget 2017 a été voté en plénière avec 114 voix pour sur 121 votants. Monsieur Ido Alitou, les députés UPC ont voté pour le budget. Les mécanismes de gestion de l'Assemblée nationale sont connus par tous les députés. Ces mécanismes sont transparents et vérifiables à souhait. A titre d'exemple la COMFIB qui est organisée en 3 sous commissions dont deux d'entre elles confiées à l'opposition dont l'UPC.

Le Président de l'Assemblée

nationale lors de la séance plénière du 19 janvier 2017, a rappelé les dispositions du règlement de l'Assemblée nationale, notamment l'article 167, en demandant au président de la COMFIB de mettre en place une commission composée à parité de députés de la majorité et de l'opposition pour réaliser le contrôle interne de la gestion de la questure au titre de l'année 2016. Le procès-verbal de la séance plénière du 19 janvier 2017 en atteste.

Pour ce qui est du fonctionnement du parlement, le Règlement de l'Assemblée nationale est précis. L'article 21 dudit Règlement souligne que : « les Vice-présidents suppléent le Président dans toutes ses fonctions en cas d'absence ou d'empêchement. Ils prennent rang entre eux d'après l'ordre de leur élection sous la dénomination de Premier Vice-président, Deuxième Vice-président, etc. L'ordre de leur préséance est celui de leur élection. »

Concernant le Plan stratégique, nous saluons les démarches du Président Salifou Diallo et sa capacité de mobilisation des partenaires techniques et financiers dans l'élaboration du Plan. Dans le cadre de l'élaboration du Plan, les députés et le personnel parlementaire ont été associés et la démarche a été unanimement saluée. Le Chef de file l'opposition (qui est votre président) a reçu non seulement une copie du plan stratégique, mieux il est nécessaire de rappeler à l'opinion qu'environ 300 millions de FCFA contenus dans ce plan vise le renforcement de l'institution chef de file de l'opposition.

Il n'y pas de structures de l'Assemblée nationale où les députés de l'opposition ne sont pas associés. Dans son fonctionnement de tous les jours, la 7<sup>e</sup> législature fait preuve de transparence, d'ouverture et de dynamisme. Les députés de l'opposition ont été associés à toutes les structures de l'Assemblée

nationale notamment le Bureau de l'Assemblée, la conférence des présidents, les parlements communautaires, les commissions générales, les commissions ad hoc, etc.

Par ailleurs, le groupe MPP trouve que le Président Salifou Diallo est trop conciliant avec vous et vous caresse trop souvent dans le sens du poil pendant les débats. Et il faut le reconnaître, le Président Salifou Diallo anime de façon dynamique et consensuelle les travaux au sein de l'institution et entretient un bon climat de travail avec l'ensemble des députés et des travailleurs.

Pour ce faire, nous lui renouvelons notre appui et notre soutien ferme. Aussi, nous semble-t-il nécessaire, Monsieur Ido Alitou, de partir du vécu de l'Assemblée nationale pour écrire au lieu de faire des interventions puérides.

Le groupe parlementaire MPP remercie et salue l'ensemble des députés responsables pour leur contribution au renforcement de la démocratie.

Pour terminer, qu'il vous plaise de reconnaître humblement que le Président Salifou Diallo respecte scrupuleusement le Règlement de l'Assemblée nationale et jouit d'une confiance de l'écrasante majorité des députés.

Ouagadougou, le 03 février 2017

Pour le Groupe parlementaire MPP,

Le Président du groupe,

Hon. Alassane SAKANDE



## JOBS CAMPUS



### Avis de recrutement

**Poste: UN COORDINATEUR SANTE MENTALE ET PRATIQUE DE SOINS (H/F) – RCA**

#### Description

24 Sous la supervision du Directeur Pays, vous avez pour responsabilité de garantir la qualité, la pertinence et la mise à échelle de la stratégie et des interventions Santé Mentale et Pratique de Soins (SMPS) sur la mission, dans le respect des standards ACF et internationaux et des politiques nationales.

**Plus précisément, vous êtes en charge de :**

- ✓ Contribuer à la définition de la stratégie pays, et à la définition de la stratégie et des positionnements du département technique SMPS
- ✓ Coordonner l'identification des besoins et la formulation des propositions de projets.
- ✓ Garantir la qualité et la redevabilité des projets
- ✓ Assurer la participation active d'ACF dans la coordination sectorielle nationale, les plates-formes techniques et développer des partenariats sectoriels
- ✓ Management d'équipe, support technique aux responsables de programmes SMPS
- ✓ Promouvoir la capitalisation, le

développement, la technique et la recherche au sein du département SMPS

**Ville : Bangui**

**Expériences / Formation du candidat**

Diplômé(e) de psychologie clinique de niveau master, vous justifiez d'une expérience d'au moins 2 ans sur un poste similaire, et notamment dans des contextes d'urgence. Vous possédez des compétences en développement infantile et trauma. Vous avez une expérience préalable dans formation et renforcement de capacités (équipes, partenaires...).

Vous êtes reconnu(e) pour vos capacités de gestion de projet et d'encadrement. Psychologue clinicien, vous avez des connaissances en psychologie transculturelle, psychologie humanitaire, et psychologie du développement de l'enfant.

**Langues parlées**

La maîtrise du français à l'oral comme à l'écrit est indispensable

**Qualité du candidat**

Fin analyste, vous possédez des capacités rédactionnelles, une bonne gestion du stress.

Sens de la confidentialité, bonne communication, bonnes relations interpersonnelles, maturité, demandés.

Maîtrise des outils informatiques et maîtrise du français à l'oral et à l'écrit obligatoires.

La connaissance approfondie du cadre d'intervention SMPS d'ACF serait un plus.

**Fonctions Coordination, Gestion de projet, Technicien spécialiste**

Activités : Santé

**Pays : Afrique, Centrafrique**

**Contrat : CDD**

**Durée du contrat**

5 mois avec extension possible, à pourvoir dès que possible

**Salaire / Indemnité**

Rémunération de 1800 à 2300€ bruts mensuels selon expérience

Prise en charge du transport, des frais de bouche et d'hygiène, hébergement individuel ou collectif, mutuelle

5 semaines de congés payés et 20 JRTT par an

Postuler en ligne <http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/1763/Un-Psychologue-Coordinateur-en-Sant-Mentale-et-Pratique-de-Soins-HF/>

**Date de fin de validité 21/02/2017**



### Avis de recrutement

**Poste: Malawi - Chef de Mission**

#### Description

COOPI - Cooperazione Internazionale, est une organisation humanitaire, non confessionnelle et indépendante fondée en 1965 à Milan. Au cours des 50 dernières années et à travers ses 22 bureaux locaux dans le Sud du monde, COOPI s'engage à briser le cycle de la pauvreté et de soutenir les populations touchées par les guerres, la crise socio-économique et environnementale ou de catastrophes, afin de dynamiser la résilience et le développement durable. In Malawi, COOPI est un partenaire stratégique de développement et, depuis 1999, date

de création dans le pays, il réalise un large éventail d'opérations en Kasungu, Likoma, Mangochi et Salima dans l'aide humanitaire, le développement à long terme, l'amélioration des moyens de subsistance, la résilience contre les changements climatiques, la prévention des catastrophes et gestion des risques, la mobilisation communautaire, la sécurité alimentaire, développement de l'agriculture, de l'irrigation, du développement durable et de l'agriculture durable.

COOPI est actuellement à la recherche d'un chef de mission de coordonner les activités et représenter l'Organisation

dans le pays.

**Le but principal du travail**

Le chef de mission est responsable de la coordination du pays dans ses différents aspects: le personnel, la logistique, le budget et le respect des procédures. Il / elle représente COOPI dans ses relations avec les donateurs, les institutions, les ONG, les agences gouvernementales et internationales locales. Il / elle coopère avec le AM et de CDC dans la définition de la stratégie par pays et les priorités d'intervention. Il / elle assure la mise en œuvre correcte des projets et assure la présence du règlement Pays et le respect. Il / elle garantit le respect de

La suite à la page 14.



## JOBS CAMPUS

La suite de la page 13.

l'organisation et les procédures des donateurs.

### RESPONSABILITÉS

- ✓ Relations institutionnelles : Il / elle gère les relations avec les principaux bailleurs de fonds institutionnels et avec les potentiels. Il / elle représente COOPI dans le pays / région en engageant des relations avec les institutions, les ONG, les organisations locales et internationales et des partenaires. Il / elle est également responsable de la réputation de l'organisation dans le pays.
- ✓ Stratégie et planification : Il / elle vérifie et propose aux AM / DCC les priorités d'intervention pour consolider la possibilité de l'organisation d'être plus impliqué dans le pays. Il / elle contribue à la définition de la stratégie par pays et propose l'aménagement du territoire (projets et coordination).
- ✓ De la gestion des projets : Il / elle coordonne et surveille directement les projets, garantissant la bonne mise en œuvre en conformité avec les obligations contractuelles et les donateurs de procédures, et en conformité avec les procédures de COOPI et des normes de gestion. Il / elle coordonne l'élaboration, la rédaction et la préparation pour la présentation de nouveaux projets, se référant à l'AM / DCC et les bureaux de soutien du siège de documents. Il / elle est responsable de la préparation des rapports de projets et tous les documents de suivi demandés par le siège central. Il / elle assure la transmission de tous les documents de projets officiels et administratifs au siège central. Considérant que l'un des principaux secteurs est RRC, l'expérience antérieure et éprouvée dans ce secteur sera considéré comme une valeur ajoutée.
- ✓ La gestion des bureaux de pays : Il / elle est responsable de tous les différents aspects liés à la gestion du bureau de pays: situation économique et financière, les réglementations locales, les organigrammes de bureau, de la logistique, la gestion du personnel locaux et

expatriés, en conformité avec les directives de l'organisation. Il / elle garantit le respect de la législation du pays et de la réglementation administrative.

- ✓ Gestion du personnel : Il / elle est responsable de la gestion du personnel local. Il / elle participe et soutient le AM / DCC et le bureau des ressources humaines dans la sélection du personnel expatrié. Il / elle coordonne et contrôle la gestion du personnel expatrié du pays.
- ✓ Sécurité: Il/elle est responsable de la sécurité du personnel expatrié, pour la mise en œuvre correcte et le respect des règles de sécurité générales.
- ✓ La gestion économique et financière : Il / elle est responsable de résultat économique du pays. Il / elle supervise la gestion financière et assure - grâce à la fonction administrative - que tous les délais d'information financière et les donateurs / les procédures de COOPI sont respectés. Il / elle participe à la préparation du budget des projets / coordination. Il / elle a la signature pour les comptes bancaires tout de COOPI dans le pays.
- ✓ Visibilité : Il / elle coopère avec la communication et le bureau de fonds pour toutes les activités de communication, de sensibilisation et la collecte de fonds mis en œuvre et pour le pays.

### PROFIL

- ✓ Licence en changement climatique, la prévention des catastrophes et gestion des risques, de l'agriculture ou du développement durable et de l'agriculture durable ou un domaine connexe ou un travail équivalent.
- ✓ Minimum 5 ans d'expérience dans le domaine humanitaire et dans une position similaire, avec un bilan de succès et les résultats obtenus;
- ✓ Une expérience antérieure avec une ONG humanitaire internationale est un avantage;

- ✓ expérience Souhaitable de travail UE / ECHO, USAID / OFDA et projets de l'ONU;
- ✓ Expérience de travail dans un environnement d'insécurité responsable de la planification de la sécurité, la surveillance et la gestion.
- ✓ compétences analytiques et pratiques solides de résolution de problèmes;
- ✓ capacités de surveillance solides et la capacité démontrée du travail d'équipe et de la coordination avec les acteurs concernés;
- ✓ Très bonnes compétences interpersonnelles et de communication de l'écriture;
- ✓ Capacité à organiser le travail de manière efficace et d'offrir des missions en temps opportun souvent sous des contraintes de temps;
- ✓ Maîtrise de l'anglais écrit et parlé;
- ✓ Connaissances en informatique, avec une grande compétence dans l'utilisation d'applications logicielles de bureau standard (par exemple, Microsoft Word, Excel et PowerPoint);
- ✓ Permis de conduire valide.

**Durée du contrat: 12 mois renouvelable**

Place: Lilongwe

Superviseur: Area Manager au siège

Lieu d'affectation: Lilongwe avec Voyage fréquents au sein du Malawi

Ville : Lilongwe

Fonctions : Coordination, Gestion de projet

Activités : Agriculture, Environnement

Pays : Afrique, Malawi

Contrat : CDD

Postuler en ligne : <http://www.coopi.org/lavoro/head-of-mission-4/>

**Date de fin de validité : 27/02/2017**



## JOBS CAMPUS



### Avis de recrutement

**Poste: Niger – Coordinateur programme éducation**

#### Description

COOPI est une organisation non gouvernementale italienne, indépendante et laïque, engagée dans la lutte contre les injustices sociales et la pauvreté dans le Sud du monde et dans la construction d'un futur dans lequel soient garantis pour tous de bonnes conditions de vie, le respect des droits et la parité des opportunités. Depuis 1965, COOPI a réalisé plus de 600 projets de développement et interventions d'urgence dans 50 pays, employant plus de 30 mille opérateurs locaux et assurant un bénéfice direct à plus de 50 millions de personnes. En Afrique, en Amérique Latine, en Asie et dans l'Europe de l'Est, COOPI favorise l'accès à l'eau et le droit à la santé et à l'instruction des communautés les plus pauvres. COOPI assure aussi une assistance immédiate et à long terme aux populations touchées par les guerres ou les catastrophes naturelles. Le siège central de COOPI est à Milan (Italie), mais pour la réalisation des projets, COOPI s'appuie sur un réseau de sièges périphériques (régionaux et nationaux) dans les pays où ses activités sont plus importantes. [www.cooopi.org](http://www.cooopi.org)

#### COOPI au Niger

La mission de COOPI au Niger s'inscrit dans la mission de COOPI au niveau mondial: coopérer pour la lutte contre la pauvreté à travers l'engagement, la motivation, la détermination et le professionnalisme des collaborateurs sur le terrain. La stratégie est ainsi basée sur: la collaboration étroite avec les Autorités et les partenaires de la société civile locale; la coordination et la concertation avec tous les acteurs impliqués dans le développement du Niger (Institutions internationales et ONG).

La première intervention de COOPI au NIGER date de 2012, avec la mise en place du projet financé par ECHO «Projet de prise en charge de la malnutrition aigüe sévère au Niger» dans le Région de Tillabéry et dans la ville de Niamey. Actuellement, COOPI travaille dans le district de Tillabéry à travers une intervention dans le domaine de la nutrition, à Dougondoutchi à travers un projet dans le domaine de la sécurité alimentaire et Diffa dans la protection,

le soutien psychosocial, l'éducation en situation d'urgence, et la construction d'abris d'urgence. Responsabilités

#### Objectif et résultats demandés

Garantir la qualité des programmes d'éducation en urgence de COOPI dans la région de Diffa en assurant la coordination, la programmation, le suivi, l'évaluation des activités, ainsi que la révision des rapports et l'appui technique dans la préparation des nouvelles propositions de projets en lien avec le Chef de Mission.

#### Résultats:

##### 1. Gestion stratégique :

Gérer la documentation officielle (hard copy et électronique) des projets éducation.

Fournir les orientations stratégiques et le soutien technique aux responsables de mise en œuvre des programmes éducation conformément aux priorités de COOPI

Suivre les membres de l'équipe d'éducation dans la programmation pour s'assurer que les activités de COOPI sont en ligne avec les standards internationaux (ex INEE).

S'assurer que les gestionnaires de programme maîtrisent les processus opérationnels pertinents, y compris les procédures administratives et financières.

Appuyer des évaluations sectorielles y compris à travers le développement des outils et la méthodologie.

Identifier les domaines dans lesquels la formation et le soutien technique sont nécessaires et demander l'aide du personnel technique

##### 2. Suivi et évaluation :

###### Suivi

Suivi des activités des projets visant à assurer la qualité des interventions et le respect du chronogramme, en liaison avec le Coordinateur Administratif et la Chef de mission

Révision validation et transmission des rapports techniques aux bailleurs, dans le respect des procédures et échéances ;

###### Evaluation

Organisation et mise en œuvre des missions d'évaluation prévues par les projets : élaboration TdR consultants, organisation visites terrain, préparation rapports d'évaluation internes et pour les bailleurs.

##### 3. Renforcement de capacité

Assurer la supervision et l'encadrement continus des chargés de mise en œuvre .

Promouvoir le perfectionnement continu des compétences du personnel (techniques et non techniques) et identifier les opportunités pertinentes de développer le personnel.

Organiser régulièrement des réunions d'équipe et assurez-vous que les points d'action sont atteints.

Promouvoir une collaboration efficace entre les membres de l'équipe de programmation et l'équipe des opérations; Identifier et corriger rapidement les problèmes

##### 4. Liaison et networking

Assurer la co-facilitation du Cluster Education.

Participer aux forums de coordination intersectoriels pertinents.

Participation aux réunions de présentation stratégies/appels à proposition bailleurs

##### Moyens et outils

Ils seront mis à disposition par la Coordination de COOPI à Niamey.

Organisation et coordination

L'interlocuteur direct est la Chef de Mission Profil du Candidat (Formation, Exp., Compétences, Attitudes)

##### ESSENTIEL

Formation universitaire : bac + 5 en Science Sociales, Education

Excellente connaissance du Cycle de projet

Maîtrise de procédures principales bailleurs (ECHO, Commission Européenne, USAID, UNDP, UNICEF etc.)

Expérience en coordination de programmes d'éducation requise

Connaissance et expérience

La suite à la page 16.



## JOBS CAMPUS

La suite de la page 15.

méthodologies de suivi et évaluation indispensable

Excellente connaissance paquet MS Office

Capacité de travailler dans un environnement multiculturel avec des personnalités très diverses

Forte capacité organisationnelle et habilité à prendre des décisions de façon indépendante;

Capacité de travailler dans un contexte instable et de gérer le stress

### LE COOPERANT COOPI

COOPI intervient dans des situations de développement et de crises souvent défavorisées et difficiles à gérer.

Le coopérant COOPI doit prendre la bonne décision au bon moment.

Il sait lire et interpréter le contexte dans lequel il agit et qui se transforme souvent très rapidement. Il est capable de respecter les valeurs de l'ONG, d'établir relations positives avec ses supérieurs, ses collègues et collaborateurs.

Le coopérant COOPI travaille habituellement dans des contextes multiethniques, ce qui exige de la souplesse et le respect de l'autre, expatrié et personnel local.

En considération du milieu souvent défavorisé et du poids des responsabilités, il faut posséder une réelle motivation, énergie et une grande flexibilité, disponibilité pour aller parfois

au-delà de ses propres tâches selon les besoins de la mission, en utilisant l'expérience, l'enthousiasme et l'esprit d'équipe.

Ville : Niamey

Fonctions : Autre

Activités : Autre

Pays : Afrique, Niger

Contrat : CDD

Postuler en ligne : <http://www.coopi.org/lavoro/coordinateur-programme-education/>

**Date de fin de validité : 13/02/2017**



## Avis de recrutement

### Poste:Niger – Chef de Projet Protection

#### Description

#### ONG COOPI

COOPI est une organisation non gouvernementale italienne, indépendante et laïque, engagée dans la lutte contre les injustices sociales et la pauvreté dans le Sud du monde, et dans la construction d'un futur dans lequel soient garantis pour tous des bonnes conditions de vie, le respect des droits et la parité des opportunités. Depuis 1965, COOPI a réalisé plus de 600 projets de développement et interventions d'urgence dans 50 pays, employant plus de 30.000 opérateurs locaux et assurant un bénéfice direct à plus de 50 millions de personnes. En Afrique, Amérique Latine et Moyen Orient COOPI favorise l'accès à l'eau, ainsi que le droit à la santé et à l'éducation des communautés les plus pauvres. COOPI assure aussi une assistance immédiate et à long terme aux populations touchées par les guerres ou les catastrophes naturelles.

#### COOPI au Niger

La mission de COOPI au Niger s'inscrit dans la mission de COOPI au niveau mondial : coopérer pour la lutte contre la pauvreté à travers l'engagement, la motivation, la détermination et le professionnalisme des collaborateurs sur le terrain. La stratégie est ainsi basée sur la collaboration étroite avec les Autorités

et les partenaires de la société civile locale; la coordination et la concertation avec tous les acteurs impliqués dans le développement du Niger (Institutions internationales et ONG).

COOPI est présente actuellement dans les régions de Dosso, Tillabéry, Diffa et dispose d'une base opérationnelle à Tillabery, Dogondoutchi, Diffa et N'Guigmi.

Depuis 2013, COOPI intervient dans la région de Diffa pour apporter une réponse aux populations affectées par les violences et le déplacement à travers des programmes de prise en charge psychosociale et santé mentale, d'éducation en situation d'urgence, d'assistance en abris pour les réfugiés et les déplacés internes.

#### RESPONSABILITÉS

#### Objectifs et résultats demandés:

Garantir la mise en œuvre effective du projet «Programme de réponse aux besoins humanitaires des populations affectées par le conflit armée dans la Région de Diffa au Niger» portant sur la protection et l'éducation en situation d'urgence mise en œuvre par COOPI dans la région de Diffa en assurant la coordination, la programmation, le suivi, l'évaluation des activités, ainsi que l'écriture, la révision des rapports et l'appui technique dans la préparation des nouvelles propositions de projets

en lien avec la Coordination de COOPI à Niamey.

#### Résultats :

#### Gestion stratégique

- ✓ Gérer la documentation officielle (hard copy et électronique) en lien avec le projet.
- ✓ Favoriser les synergies avec les autres programmes et participer aux échanges avec les autres acteurs clés dans la zone d'intervention du projet.
- ✓ Assurer la gestion des ressources humaines, en supervisant le processus de recrutement et d'installation du nouveau staff, en apportant un support technique à l'équipe et un renforcement de capacités.
- ✓ Circulation des informations avec la Coordination Pays COOPI Niger, vers la coordination sur le projet et vice-versa
- ✓ Assurer la coordination avec les services gouvernementaux décentralisés de Diffa (DREN, DRPE)
- ✓ En coordination avec le coordinateur programme de la base de Diffa, participer aux réunions de coordination sur le terrain en fonction des priorités

La suite à la page 17.





## JOBS CAMPUS

La suite de la page 16.

établies par la Coordination COOPI

- ✓ Contribuer à l'identification de potentielles idées et partenariats, en collaboration avec la coordination de COOPI à Niamey.
- ✓ Analyser les informations sur les bailleurs et réaliser la recherche et la transmission d'appels à proposition nationaux et internationaux.
- ✓ Diriger les consultants et autres partenaires intervenant dans la mise en œuvre du projet afin de garantir la bonne compréhension du projet, le respect des lignes directrices des bailleurs, etc.

### Suivi et évaluation :

#### a) Suivi

Suivi des activités du projet pour assurer la qualité des interventions et le respect du chronogramme, en liaison avec le Coordinateur Administratif et la Chef de mission

Validation et transmission des rapports techniques aux bailleurs, dans le respect des procédures et échéances ;

#### b) Evaluation

Organisation et mise en œuvre des missions d'évaluation prévues par les projets : élaboration TdR consultants, organisation des visites sur le terrain, préparation rapports d'évaluation internes et pour les bailleurs.

### Gestion de la comptabilité/finance :

Supervision de la gestion et la comptabilité du projet en collaboration avec le responsable administratif de la base.

Suivi budgétaire du programme et planification des dépenses en collaboration avec le coordinateur le responsable administratif de la base.

Gérer la trésorerie du projet en collaboration avec le comptable (suivi du journal de caisse et du cahier des avances).

Respect des délais dans l'envoi de la comptabilité et des documents administratifs au siège/bailleur.

Envoi mensuel des documents

administratifs, logistiques et financiers aux responsables de la Coordination et communication du prévisionnel mensuel des besoins en trésorerie.

### Logistique :

- ✓ Assurer la supervision régulière des opérations d'achat et approvisionnement en conformité avec le plan de passation de marché dans le respect de procédure du bailleur et de COOPI, en étroite collaboration avec le coordonnateur de la logistique et le logisticien de la base.
- ✓ Suivi et réalisation des contrats fournisseurs et prestataires en coordination avec le coordonnateur logistique.
- ✓ Responsable du suivi des immobilisations : équipements et inventaire.
- ✓ Compilation des données quantitatives logistiques (consommations, stocks, distributions) et des analyses.
- ✓ mise en place des moyens de communications nécessaires pour garantir la sécurité des personnes et des biens de COOPI sur la base et la zone d'intervention.

### Ressources humaines :

Coordination avec le responsable RH des procédures de recrutement du personnel local, l'élaboration de TdR et des contrats, des bulletins de salaire et paiement, le suivi des congés, des absences, des évaluations, mesures disciplinaires, des requêtes individuelles

Suivi des mouvements du Personnel national et du respect des formalités administratives et règles de sécurité dans la zone d'intervention du projet

Réalisation sur une base périodique établie les bilans individuels de l'équipe dont il a la charge

Suivi du respect du règlement intérieur dans l'organisation, du temps de travail ainsi qu'éventuellement sur d'autres aspects.

Définition des besoins et soutien au renforcement de capacités de son équipe en adéquation avec les objectifs du projet

Renforcement des capacités du staff et des partenaires sur les thématiques clés du projet, les stratégies, les approches et les méthodes.

### Moyens et outils

Ils seront mis à disposition par la Coordination de COOPI à Niamey.

- ✓ Un ordinateur
- ✓ Un téléphone
- ✓ Crédit téléphonique
- ✓ Guest house

### Organisation et coordination

L'interlocuteur direct est la Chef de Mission et la chargée des programmes.

Profil du Candidat (Formation, Exp., Compétences, Attitudes)

### ESSENTIEL

- ✓ Formation universitaire (Bac + 5) en science sociales.
- ✓ Excellente connaissance du Cycle de projet
- ✓ Maîtrise des procédures des principaux bailleurs (ECHO, Commission Européenne, USAID, UNDP, UNICEF etc.)
- ✓ Expérience en coordination de programmes d'urgence requise
- ✓ Connaissance et expérience méthodologies de suivi et évaluation indispensable
- ✓ Excellente connaissance paquet MS Office
- ✓ Capacité de travailler dans un environnement multiculturel avec des personnalités très diverses
- ✓ Forte capacité organisationnelle et habilité à prendre des décisions de façon indépendante ;
- ✓ Capacité de travailler dans un contexte instable et de gérer le stress

### LE COOPERANT COOPI

- ✓ COOPI intervient dans des situations de développement et La suite à la page 18



## JOBS CAMPUS

La suite de la page 17

de crises souvent défavorisées et difficiles à gérer.

- ✓ Le coopérant COOPI doit prendre la bonne décision au bon moment.
- ✓ Il sait lire et interpréter le contexte dans lequel il agit et qui se transforme souvent très rapidement. Il est capable de respecter les valeurs de l'ONG, d'établir relations positives avec ses supérieurs, ses collègues et collaborateurs.
- ✓ Le coopérant COOPI travaille habituellement dans des contextes multiethniques, ce

qui exige de la souplesse et le respect de l'autre, expatrié et personnel local.

- ✓ En considération du milieu souvent défavorisé et du poids des responsabilités, il faut posséder une réelle motivation, énergie et une grande flexibilité, disponibilité pour aller parfois au-delà de ses propres tâches selon les besoins de la mission, en utilisant l'expérience, l'enthousiasme et l'esprit d'équipe.

Ville : Diffa

Fonctions : Coordination, Gestion de projet

Activités : Autre

Pays : Afrique, Niger

Contrat : CDD

Postuler en ligne : <http://www.coopi.org/lavoro/chef-de-projet-protection-3/>

**Date de fin de validité : 20/02/2017**

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05  
Contactez nous par [redaction@sc-mail.info](mailto:redaction@sc-mail.info)

*Faites vos annonces ici*  
**Impactez comme jamais avant.**  
*Espace spécialement réservé pour vous.*



Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02  
Burkina Faso  
Tél: + 226 76609721  
E-mail: redaction@sc-mail.info  
Site web:  
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations  
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.  
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration  
OTC  
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication  
Siaka GOW

Directrice des rédactions  
Eliane Bayala

Equipe de reportage  
- Bernard M' Pempé Hien  
- Augustin Nikiéma

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara  
- Francois blanc  
- Boureima Sogoba  
- Augustin Irwaya Ouedraogo  
- Tigiane Antoine Ki  
- Blaise Sama  
- Jean Paul Yekpaye  
- Mamadou Goh  
- Désiré Guigma  
- Jérôme Bissyendé  
- Frédérick PoOda  
- Valentin Ouedraogo  
- Moumouni Guio  
- Nicole Ouedraogo  
- Amédée Silga  
- Karim Koala  
- Ouaboué Bakouan  
- Albert Tarpaga  
- Paul Soma  
- Arjouman Saganogo  
- Joseph Kaboré  
- Valentin Singbéogo  
- Issa Sepama  
- Hermann Toé  
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays  
Montage  
Eliane BAYALA  
Oeil du professionnel

Distribution  
Téléchargeable sur:  
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture  
médiatique  
+226 76609721  
+226 72080505  
+22672080303  
E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial  
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso  
Tél: +226 20954746  
+226 72070909

*Des questions de la recherche*

*Des questions des Universités*

*Des questions des Ecoles*

*Des questions d'Actualité*

*Des questions d'emplois*

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en  
version numérique à télécharger.*



## PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

11/02/2017 AU 18/02/2017 Groupe I

PHARMACIE DE GARDE GROUPE 1			
N°	PHARMACIEN°	Tei	19
1	Avenir	25 36 13 38	20
2	Baowendsom	25 41 44 99	21
3	Beatitudes	25 37 47 11	22
4	Benaïa	25 37 28 30	23
5	Camille	25 36 61 27	24
6	Carrefour	25 33 23 10	25
7	Centre	25 31 16 60	26
8	Desa	25 47 50 50	27
9	Des Apôtres	51 44 58 58	28
10	Elite	25 41 91 77	29
11	Goulmou	25 43 63 05	30
12	Hope	71 14 22 22	31
13	Indépendance	25 31 27 17	32
14	Jobert	25 45 51 75	33
15	Katra	25 37 20 13	34
16	Kabore Dominique	25 38 48 84	35
17	Keneya	25 30 71 38	36
18	Kossodo	25 35 63 04	37
			38
			Lanibougna 70 98 14 80
			Liberté 25 41 01 31
			Magnificat 25 41 29 90
			Maré 25 34 11 28
			Miniché 72 25 76 76
			Monderou 25 34 05 28
			Nouvelle 25 30 61 33
			Panacea 25 36 66 88
			Pelega 25 35 05 01
			Rayib-Tiga 25 40 75 88
			Rivage 25 34 19 39
			Saint Bernard 25 45 14 82
			Saint Jean 25 37 00 33
			Siloé 25 40 27 46
			Song Taaba 25 36 64 62
			St François d'Assise 25 36 85 85
			Tale 71 62 08 08
			Trypano 25 33 29 41
			Wend La Laafi 25 43 12 13
			Wend lamita 25 34 15 87

### ADRESSES UTILES

#### Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47  
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45  
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11  
SONABEL: 25 30 61 00  
Aéroport: 25 30 65 15  
Police secours: 25 30 71 00  
Gendarmerie: 25 31 33 40

#### Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18  
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44  
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11  
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30  
Aéroport: 20 97 00 70  
Burkina secours: 20 97 01 43  
Police secours: 17  
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

25 FEVRIER  
04 MARS



25 FEBRUARY  
04 MARCH

# FESPACO 2017

25<sup>e</sup>



Formation et métiers du cinéma et de l'audiovisuel  
*Training, Cinema and Audiovisual Trades*

Ouagadougou / Burkina Faso / [www.fespaco.bf](http://www.fespaco.bf)

Adapté Conalting / 2017 04/2017